

Partage des seringues, pratiques sexuelles et statut sérologique en Ile-de-France

Abdalla Toufik

sociologue, CRIPS (Paris)

**Les
comportements
à risque des
toxicomanes**
Boissonas A.,
Vidal-Trécan
G., Coste J.,
Varescon-
Pousson I.,
Rebout-Marty J.
Editions
médicales et
scientifiques, 95
pages

En France, les études épidémiologiques sur les comportements à risque chez les usagers de drogues par voie intraveineuse sont peu nombreuses. L'enquête réalisée sous la direction d'Alain Boissonnas a été menée auprès de toxicomanes actifs (1) ou ayant arrêté les injections depuis moins d'un an. Ces usagers étaient soit hospitalisés pour sevrage dans le service de médecine interne de l'hôpital Cochin, soit suivis en consultation en médecine interne et dans des centres d'accueil de Paris ou de la région parisienne.

Les critères d'inclusion étaient d'avoir au moins 18 ans, d'avoir consulté au moins deux fois dans le service de médecine interne ou dans l'un des centres d'accueil et de traitement, d'avoir eu des rapports sexuels. Les toxicomanes présentant des troubles psychiatriques sévères étaient exclus de l'étude, ainsi

que ceux qui ne pouvaient pas répondre aux questions et les toxicomanes sous méthadone. Un questionnaire fermé a été administré entre mars 1994 et juin 1995 par des éducateurs ou des assistantes sociales spécialement formés.

L'échantillon retenu est caractérisé par une nette prédominance masculine (71 %), un âge moyen de 29 ans, les femmes étant plus jeunes que les hommes (28,7 contre 30,2 ans). 83 % étaient usagers d'héroïne ou d'autres opiacés et 32 % de cocaïne.

Quatre thèmes principaux ont été explorés : les comportements sexuels, la pratique de partage du matériel d'injection, l'association entre les comportements à risque et les statuts sérologiques VHC et VIH et enfin le rapport entre la prise de risque sexuel et la prise de risque liée à la pratique d'injection.

En ce qui concerne les comportements sexuels, un des éléments les plus marquants est la fréquence élevée du multipartenariat (2) : 37% ont déclaré avoir eu 2 partenaires ou plus dans les 6 derniers mois. La proportion de partenaires occasionnels ou nouveaux lors du dernier rapport sexuel est importante chez les hommes (42 %), plus que chez les femmes où elle est cependant loin d'être négligeable (22 %).

Lors du dernier rapport sexuel, 62 % des hommes et 48 % des femmes disent avoir utilisé le préservatif (3). Plus du tiers des sujets séropositifs déclarent s'être abstenus de rapport sexuel en raison du risque de transmettre le sida. Plus des trois-quarts des sujets utilisent des préservatifs. Le multipartenariat est, également, moins fréquent.

Pour ce qui est du partage (4) du matériel d'injection, le questionnaire d'enquête ne distingue pas le partage de la seringue, de l'aiguille, du coton ou de la cuillère. Or, vu du côté des injecteurs, ces quatre objets n'ont pas le même statut. Certes, la dangerosité du partage de la seringue n'est plus mise en doute mais il n'en est pas de même pour ce qui est du coton ou de la cuillère. Dans certains groupes d'injecteurs, alors que le partage de la seringue/aiguille est banni, le partage de la cuillère entre dans une stratégie consciente d'évitement de risques ou du moins il est considéré comme une pratique à moindre risque. En posant des questions séparées sur le partage de chacun de ces quatre objets, les données recueillies auraient été plus informatives et plus pertinentes.

Au cours des six derniers mois, 36 % des sujets déclarent avoir prêté ou emprunté, au moins une fois, ce matériel. Les bénéficiaires du prêt étaient une relation (78 % des hommes et 59 % des femmes), le partenaire sexuel

régulier (24 % des hommes et 35 % des femmes) et le ou les partenaires sexuels occasionnels (7 % des hommes et 5 % des femmes). Chez ceux qui vivaient en couple, le prêt au partenaire sexuel était observé chez 41 % des hommes et 50 % des femmes. Pour ce qui est de l'emprunt, il est pratiqué préférentiellement avec des personnes de connaissance (79 % des hommes et 62 % des femmes), le partenaire sexuel régulier (16 % des hommes et 31 % des femmes) et le partenaire sexuel occasionnel (5 % des hommes et 13 % des femmes). En couple avec un partenaire sexuel régulier, l'emprunt est plus observé chez les femmes que les hommes (45 % versus 27%).

Ces deux pratiques, prêt et emprunt, sont très fortement liées : 67 % de toxicomanes qui avaient prêté leur matériel en avaient aussi emprunté alors que 88 % de ceux qui ne prêtaient pas n'empruntaient pas non plus.

Si l'on considère plus précisément le partage lors de la dernière injection, 6% des toxicomanes ont prêté leur matériel et 3 % l'ont emprunté. Dans 57 % des cas, la raison du prêt/emprunt est liée à un manque de matériel, associé à un manque d'argent.

L'analyse des rapports entre le partage des matériels d'injection et le statut viral montre que le prêt et l'emprunt du matériel étaient plus fréquents dans le groupe des toxicomanes VHC positifs (47% des hommes et 53 des femmes) que parmi les toxicomanes VIH positifs (32% et 23%) ou des sujets négatifs pour les deux virus (31% et 38%). Ce sont les toxicomanes dont le statut sérologique était inconnu qui partageaient le plus souvent le matériel et prenaient le plus de risque. Ainsi, plus de 40 % des hommes et des femmes VIH négatifs dont le dernier contrôle sérologique remontait à plus de six mois partageaient le matériel d'injection alors que, en comparaison, ils sont 32 % des premiers et 23 % des secondes dans le groupe VIH positifs. Globalement, il semble que la connaissance d'une séropositivité VIH entraîne une diminution des pratiques à risques.

Examinant le rapport entre la prise de risque sexuel et celui lié à l'usage de drogues, les auteurs mettent en évidence une augmentation significative du partage des matériels d'injection dans le groupe des toxicomanes multipartenaires par rapport aux mono-partenaires. Dans ce groupe, les femmes partagent, prêtent ou empruntent plus fréquemment que les hommes. 61% des toxicomanes prostitués (5) (hommes ou femmes) ont déclaré avoir partagé leur matériel contre 33 % des toxicomanes non prostitués.

Le groupe des femmes toxicomanes, surtout celles ayant une activité prostitutionnelle, paraît ainsi comme étant le plus à risque: d'une part la prostitution chez les femmes toxicomanes est deux fois plus fréquente que

chez les hommes; d'autre part celles-ci vivent beaucoup plus souvent que les hommes en couple avec un toxicomane.

Parmi les participants à l'enquête, la majorité (70 %) de ceux qui avaient l'habitude d'utiliser le préservatif ne partageaient pas le matériel d'injection faisant ainsi preuve de cohérence dans leurs comportements préventifs.

Partant de ces résultats, les auteurs recommandent de déployer des efforts particuliers auprès des toxicomanes hommes et femmes dans le domaine de la prévention de la transmission sexuelle, d'intensifier les actions de prévention en direction des jeunes toxicomanes qui sont les moins accessibles et les moins motivés pour un recours aux soins, d'encourager le contrôle périodique des sérologies VIH et VHC et enfin de développer des méthodes d'information plus proches des préoccupations des toxicomanes de la rue. - Abdalla Toufik

1 - A été considérée comme toxicomane toute personne dont la consommation de produits licites détournés de leur usage ou de produits illicites entraînait une dépendance perturbant leur vie sociale.

2 - Ont été considérés comme multipartenaires, les toxicomanes ayant eu, au cours des six derniers mois, au moins deux partenaires sexuels différents.

3 - L'utilisation de préservatifs a été analysée en se référant au dernier et à l'avant-dernier rapports sexuels et non aux rapports sexuels des six derniers mois, cela pour améliorer la fiabilité des réponses.

4 - Les auteurs du rapport utilisent le terme "échange" que nous substituons ici par celui, communément admis du "partage". Le terme échange est réservé aux actions d'échange des seringues à viser préventives alors que le terme partage désigne la prise de risque liée à la pratique d'injection.

5 - Ont été considérés comme prostitués les toxicomanes (hommes ou femmes) ayant déclaré avoir eu des rapports sexuels en payant ou en étant payé. Ces critères sont identiques à ceux utilisés dans l'enquête sur les comportements sexuels en France par le groupe ACSF (Analyse des Comportements Sexuels en France).